

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 24 juin 2019

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Madame la Préfète d'Eure-et-Loir

Pour présentation au
Conseil départemental de l'environnement
et des risques sanitaires et technologiques**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AGRÈMENT POUR L'EXPLOITATION D'UN CENTRE VHU

ROMMEL RECYCLAGE

N°ICPE 100.00156

COMMUNE DE NOGENT LE ROI

Par transmission reçue le 11 avril 2019, la société ROMMEL RECYCLAGE a transmis à l'inspection des installations classées, sa demande de renouvellement d'agrément pour la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage (« Centre VHU ») pour le site situé ZI Les Sorettes à Nogent-le-Roi.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R. 543-161 et R. 543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« Centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

De même, les opérateurs agréés ne doivent pas prendre en charge des VHU qui seraient confiés par des opérateurs non agréés autres que particuliers propriétaires et professionnels de l'automobile : garages et concessions automobiles, compagnies d'assurances, fourrières.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agrément des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable.

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis dont le siège social est situé Zone Industrielle « Les Sorettes » – 28 210 NOGENT LE ROI exploitent un dépôt de ferrailles et une installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage dans leur établissement situé à la même adresse.

Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis sont autorisés à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1977, sous la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées, délivré au nom de Monsieur DUHEM Jean, pour une superficie de 6 000 m² et par arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2007.

Un récépissé du 21 juillet 1998 prend acte de la déclaration de changement d'exploitant du 11 juillet 1998 au profit des Etablissements ROMMEL Jean-Denis.

Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis reçoivent des véhicules hors d'usage remis par des particuliers, des garages et des assurances en provenance d'Eure-et-Loir, de l'Eure et des Yvelines. La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur le site est de 400 unités par an.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU. L'exploitant possède un atelier de dépollution et de démontage équipé notamment d'un pont à colonne et d'une unité permettant de récupérer les fluides frigorigènes contenus dans les VHU.

A ce titre l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 11 juin 2013 et arrivant à échéance le 11 juin 2019.

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE

a) Éléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

Le Centre VHU est autorisé à traiter 400 véhicules hors d'usage par an.

Les VHU dépollués sont expédiés après traitement chez un broyeur agréé.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges « Centre VHU » défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

c) Conformité de l'installation

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément par l'organisme AB CERTIFICATION accrédité selon le référentiel ISO 14001, prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Le rapport d'évaluation, établi suite à la visite du 13 juin 2018, ne relève aucune non-conformité des installations aux dispositions du cahier des charges « Centre VHU » défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 et conclut à la conformité de l'installation.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'exploitant dispose d'une station de dépollution des VHU sur rétention. L'exploitant est en cours de renouvellement de l'attestation d'aptitude de catégorie V pour la dépollution des fluides frigorigènes.

e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

L'exploitant procède au démontage des pneumatiques et au retrait des réservoirs et des pare-chocs en plastique. Aucun démontage de pièces n'est effectué en vue d'une réutilisation.

L'exploitant s'engage à respecter les taux de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation imposés au 11° du cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé et les taux de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation imposés au 12° du cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé.

4. PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose de renouveler l'agrément n° PR28 00007 D de la société pour 6 ans à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral complémentaire.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges « Centre VHU » défini en annexe I de cet arrêté ;
- que le rapport de visite du 13 juin 2018 par l'organisme AB CERTIFICATION conclut à la conformité des installations aux dispositions du cahier des charges « Centre VHU » défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU ;

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément «Centre VHU» présentée par la société ROMMEL RECYCLAGE.